

VIOLATIONS DU DROIT A
L'ALIMENTATION
ETUDE DE CAS © FIAN BELGIUM

OCTOBRE 2014

LE CAS DES GUARANIS KAIOWÁ AU BRÉSIL

LA RESISTENCE CONTINUE

I - CONTEXTE

Lors des multiples rencontres citoyennes, médiatiques et politiques européennes de septembre 2014, Eliseu Lopes (chef Guarani Kaiowá) et Flávio Vincente Machado (coordinateur du Conseil missionnaire indigène – CIMI) ont rappelé l'injustice du cas des Guarani Kaiowá :

Les Guarani Kaiowá constituent le deuxième plus grand groupe indien du Brésil. Ils sont 45000 à vivre dans le sud du Mato Grosso do Sul, la zone la plus productive du pays. Cela fait une centaine d'années que le gouvernement a disloqué leurs communautés et les a regroupés dans des réserves pour laisser leurs terres à l'agro-business. « L'Union a brutalement transféré les territoires indiens à des non indiens » souligne le Procureur Marco Antonio Delfino de Almeida du Ministère Public Fédéral de Dourados¹. Cela a détruit l'organisation sociale et économique des communautés. Le confinement et la surpopulation dans les réserves ont épuisé les ressources naturelles indispensables à une bonne qualité de vie et compromis l'agriculture indienne. Selon le CIMI², la FUNAI³ est presque totalement absente des réserves et l'Etat élude ses responsabilités dans la résolution des problèmes qu'il a pourtant créés : il semble que sous la présidence de Dilma Rousseff, le processus de démarcation des terres soit purement et simplement à l'arrêt.

Les indiens Guarani Kaiowá sont devenus de plus en plus dépendants des programmes de sécurité alimentaire du gouvernement alors que des documents historiques attestent de l'abondance et la variété de leur alimentation de manière autonome. Près de cinq mille d'entre eux n'ont d'autre choix que d'aller travailler dans les plantations de canne à sucre, sur les terres qu'ils revendiquent, pour y couper en moyenne 12 tonnes de canne par jour. L'Etat favorise en effet le développement de l'industrie de l'éthanol au

1 Conseil Indigène missionnaire (CIMI), Brief report on the violations of the human rights of the indigenous Kaiowá Guarani peoples in Mato Grosso do Sul-Brazil, septembre 2014

2 Conseil Indigène missionnaire (CIMI), op. cit.

3 Fondation Nationale de l'Indien, organisme de l'Etat brésilien qui élabore et applique les politiques relatives aux peuples indigènes



Le chef Guarani Kaiowá Eliseu Lopes est venu en Belgique du 19 au 25 septembre 2014 pour dénoncer la situation dans laquelle vit son peuple.

« Nous ne voulons plus d'assassinats de chefs, nous ne voulons plus être expulsés, nous ne voulons plus vivre sous des bâches de plastique, sans terre, sans nourriture. Nous ne voulons plus de cette vie. Nous n'en pouvons plus. Nous voulons récupérer au moins un morceau de la terre qui était à nous. Le Mato Grosso do Sul était autrefois à nous. Mais nous ne réclamons pas tout le Mato Grosso do Sul. Nous voulons seulement de quoi assurer notre survie, produire pour avoir assez à manger. Je suis en Europe pour demander un soutien international pour faire pression sur notre gouvernement pour qu'il démarque une fois pour toutes un territoire pour nos familles et mette fin à la violence à notre rencontre. C'est urgent, nous n'en pouvons plus d'attendre. »

détriment de la démarcation des terres indiennes.

Le Mato Grosso do Sul est l'Etat qui connaît le plus de conflits fonciers au Brésil. De 2003 à 2013 on a enregistré au Mato Grosso do Sul plus de 150 conflits pour le droit au territoire. Ces dix dernières années, 16 chefs Guarani Kaiowá ont été tués. C'est cette communauté qui connaît le plus grand nombre de leaders indiens assassinés dans la lutte pour la terre. Jusqu'à présent un seul assassin a été arrêté mais il a vite été libéré. Actuellement 8 chefs indiens dont Eliseu Lopes et 10 communautés Guarani Kaiowá bénéficient du Programme National pour la Protection des Défenseurs des droits humains⁴.

Le Mato Grosso do Sul est l'Etat brésilien qui connaît le moins de démarcations de terres indiennes et, selon le CIMI, l'indice de violation des droits humains le plus élevé. Ceci est dû au non-respect par les pouvoirs publics de l'article 231 de la Constitution Fédérale de 1988 et des traités internationaux signés par le Brésil.

Au Mato Grosso do Sul, le Secrétariat Spécial de la Santé indienne (Sesai) a fait état de 75 suicides de Guarani Kaiowá en 2013. Selon le CIMI, depuis 13 ans on a enregistré 684 suicides d'Indiens Guarani Kaiowá. 60% des personnes qui se suicident sont des hommes et 70% des jeunes de 13 à 25 ans. Le chef Otoniel Guarani Kaiowá affirme que les jeunes sont très nombreux à se suicider parce qu'ils n'ont aucune perspective d'avenir : « **Ils n'ont ni futur, ni respect, ni travail, ni terre où grandir et vivre.** Ils

4 Conseil Indigène missionnaire (CIMI), op. cit

choisissent de mourir parce qu'en fait ils sont déjà intérieurement morts ». Les Indiens sont loin d'une logique capitaliste où la terre n'est que valeur marchande et où l'agrobusiness fait reculer toujours plus la frontière agricole au détriment de la biodiversité. Pour les Guarani Kaiowá, la terre est sacrée. Ils ont besoin du contact avec la nature, ils veulent s'y sentir libres pour vivre selon leur culture, leurs traditions et leurs rituels.

Dénués de tout, les Guarani Kaiowá sont de plus victimes des harcèlements des pistoleros des grands fermiers qui veulent les expulser des terres occupées. Et les médias, de concert avec les politiciens, mènent des campagnes de désinformation, faisant croire que les Indiens veulent récupérer l'entièreté du Mato Grosso do Sul. Alors qu'ils ne réclament qu'un million d'hectares, soit 2.2% du Mato Grosso do Sul. Actuellement 23 millions d'hectares de ce territoire sont consacrés à l'élevage, 14 millions aux plantations d'eucalyptus, 2,1 millions au soja et 800 mille à la canne à sucre. Pour échanger des informations et discuter de la reprise de leur territoire, des problèmes de santé, d'éducation ou de politique, les Guarani Kaiowá ont créé un forum de réflexion et d'articulation, l'Aty Guasu. Ils se réunissent au moins deux fois par an au sein de cette grande assemblée.

II – SOUTIEN AUX COMMUNAUTÉS

« Aujourd'hui, le gouvernement brésilien a délibérément décidé d'arrêter de délimiter les terres indigènes. Le climat national est tellement hostile à la cause indigène que seule la pression internationale peut encore faire bouger les choses. C'est pour cela que nous venons ici en Europe » expliquait Eliseu Lopes (chef Guarani Kaiowá).

- Septembre 2014: une délégation est à nouveau **venue en Europe pour augmenter la pression internationale**.
- A cette occasion, le chef Guarani Kaiowá a fait une déclaration orale à l'occasion de la 27ème **session du Conseil des droits de l'Homme** (Genève- Suisse), dont une réunion était dédiée au droit des peuples autochtones. La délégation a également rencontré des représentants des missions permanentes et les équipes des Rapporteurs spéciaux sur le droit à l'alimentation et sur les défenseurs des droits humains, entre autres, ainsi que des représentants de la société civile. La Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones envisage de visiter les communautés Guarani.

Extrait des **recommandations faites au Brésil dans le cadre de l'Examen périodique universel par le Conseil des droits de l'homme (A/HRC/21/11)**

119.163 Mieux réaliser dans le cadre des procédures administratives normales le droit des peuples autochtones à être consultés, conformément à la Convention no 169 de l'OIT (Pays-Bas);

119.164 Veiller à ce que les droits des peuples autochtones, en particulier leurs droits à leurs terres, territoires et ressources traditionnels et leur droit à être consultés, soient respectés (Norvège);

119.165 Achever les processus de démarcation en cours, en particulier au bénéfice des indiens Guarani Kaiowá (Norvège)

- A Bruxelles, les membres de la délégation a pu rencontrer des représentants de l'**Union Européenne**, tant au sein du nouveau **Parlement** que de la **Commission** et du **Service européen d'action extérieure** (EEAS). A chaque occasion, accompagnés de représentants de FIAN International et FIAN Belgium, ils ont rappelé la situation dramatique actuelle des Guarani, interpellé quant à l'application des Directives de l'UE sur les défenseurs des droits humains et à la politique de soutien aux agrocarburants et demandé du soutien pour la lutte des Guarani Kaiowá. Les parlementaires se sont engagés à porter la problématique dans les délégations pertinentes. Quant aux représentants de la division « droits de l'Homme » du EEAS, ils se sont engagés à prendre la problématique en compte dans les dialogues annuels « Union européenne-Brésil ».

- Fin 2014, une plainte internationale (appelée pétition) sera déposée devant la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme. Elle se basera sur la violation des droits humains de 5 communautés Guarani Kaiowá du Mato Grosso do Sol en conséquence de l'absence de démarcation de leurs terres ancestrales.

Avec le soutien de :

